

Violence économique et école populaire

Alors que la violence politique a considérablement diminué depuis trente ans, la violence économique a largement pris le relais. Pourtant, depuis le 11 septembre 2001, les médias nous ont familiarisés avec des images et des écrits sanglants, des détonations, des espaces sécurisés... Nous pourrions croire, depuis deux ans, que le terrorisme est à nos portes, prêt à frapper... et puis non ; de plans vigipirates en arrestations bidon, le monde occidental ne peut déplorer que des actes de délinquance ou de criminalités qui, s'ils sont les signes évidents du ras-le-bol des exclus de la consommation outrancière, ne constituent pas encore des actes de violence politique.

Et pendant ce temps, sournoisement, la barbarie capitaliste progresse.

Tout ce remue-ménage médiatique a alimenté les logiques de guerre et occulté le danger réel : la montée de la violence économique, la guerre sociale qui vise à rendre les riches encore plus riches et dominants et, par voie de conséquence, les pauvres encore plus pauvres et dépendants. Exclus, précaires, réfugiés, SDF, sans toit, sans emploi, sans papiers...

La barbarie capitaliste gagne du terrain dans nos démocraties qui lui font une large place.

Des adultes, des enfants, des familles vivent des situations d'exclusion très difficiles, souvent douloureuses, toujours injustes... L'asphyxie budgétaire étouffe les associations de solidarité et d'action sociale qui crient leur désarroi. Elles alertent depuis des mois sur les projets de loi sécuritaire et de terrorisme économique pour que les crédits de lutte contre les exclusions soient dégelés, pour que les budgets CHRS, logement, insertion par l'activité économique bénéficient du « rattrapage » indispensable dans le projet de loi de finances 2004, contre le RMA (Revenu minimum d'activité censé remplacer le RMI mais qui pourrait bien remplacer le SMIC), contre la casse de la sécurité sociale...

Ces voix ont été si peu entendues lors des mouvements de mai-juin. Qui porte ces revendications ? N'est-ce pas très étrange ce calme relatif, ce silence sur la

misère, aussi bien au niveau national qu'au niveau international, l'histoire ne nous a-t-elle pas appris que l'aggravation des inégalités conduit toujours à la révolte ?

Et dans ce contexte socio-économique qui frôle l'état d'urgence, nous nous posons chaque jour un peu plus, nous, enseignants Freinet, la question fondamentale de l'école populaire.

Nous ne sommes pas dupes des déclarations hypocrites sur l'école républicaine... C'est bien sur le terrain de l'école, dans nos classes, avec les enfants, que se construisent les principes républicains par le travail coopératif.

« Une école populaire est une école où l'enfant, loin d'être l'enjeu de la reproduction des rapports conflictuels de la société, trouve une communauté créatrice et un milieu émancipateur : car ce que d'ordinaire l'école institue, outre le savoir auquel elle prétend, c'est un certain rapport au savoir, un rapport institutionnalisé. Et ce rapport est dans l'ensemble, malgré les discours assurés de « lutte contre les inégalités », fortement déterminé. Si Freinet a développé un matérialisme pédagogique, c'est qu'il a compris très tôt qu'il ne suffisait pas de discourir sur les inégalités pour qu'elles disparaissent. En effet, qu'est-ce qui garantit l'adéquation entre le discours et l'action ? N'est-il pas commun que, énonçant des propos pédagogiques égalitaires, on produise par l'action une actualisation des rapports d'inégalité sociale ? Plus encore, on est en droit de se demander ce qui fonde la valeur d'une thèse, quel que soit par ailleurs son caractère éventuellement consensuel. » Nicolas Go-congrès de l'ICEM - Talence 2003.

Catherine Ouvrard